

Communiqué de presse

Le Grand Roissy veut être pris en compte et traité de manière cohérente vis-à-vis de la Métropole du Grand Paris

Les participants du Grand Roissy Economique* se sont réunis le 19 juin et affirment leur volonté de reconnaissance d'une entité politique et économique pour le pôle de Roissy :

- 1 La mise en œuvre de la loi créant les métropoles (*loi de modernisation économique et d'affirmation des métropoles dite loi « MAPAM » du 27/01/2014*) conduit sur le territoire du pôle économique de Roissy à horizon 2016, date de sa mise en œuvre, à **une situation invraisemblable : alors qu'il s'agit d'un même bassin économique, les communes du nord de la Seine-Saint-Denis (dont Tremblay en France par exemple sur laquelle est situé le projet Aerolians Paris - parc d'activités de 200 Ha) dépendraient administrativement de la nouvelle entité métropolitaine à l'inverse des communes Valdoisiennes (Roissy par exemple) et Seine-et-Marnaises (Mitry-Mory..) qui, elles, n'en n'ont pas l'obligation et qui semblent rejeter l'idée d'y adhérer.**
- 1 Depuis l'origine et plus particulièrement depuis ces dernières années, le pôle économique de Roissy (270 000 emplois, +24% en 10 ans) confronté sur le plan international à une concurrence croissante, souffre de plus en plus cruellement d'**une absence de gouvernance, dénoncée par tous**. A titre d'exemple, les taux de la redevance pour la création de bureaux et locaux commerciaux ou la taxe sur ces mêmes locaux ne sont absolument pas harmonisés à l'échelle du pôle.
Les acteurs politiques locaux (il faut le saluer), tout comme la Région et l'Etat, les acteurs économiques et les chambres consulaires ont multiplié ces dernières années, non sans difficultés, les actions et les initiatives conjointes pour pallier cette situation : la création d'une association des élus du Grand Roissy, la démarche Hubstart Paris, les travaux d'études de l'EPA Plaine de France, le Grand Roissy Economique sont autant d'illustrations de la dynamique collective qui s'est créée.
- 1 Au moment où se redessine un nouveau découpage politique et administratif du territoire francilien, **pourquoi maintenir l'éclatement du pôle économique de Roissy, à travers plusieurs périmètres et entités politico-administratives (Métropole, intercommunalités...)?**
- 1 Il est impératif que la mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris – à la tête de laquelle vient d'être nommé le préfet François Lucas - prenne en compte dans son ensemble la réalité d'un des principaux pôles économiques franciliens. Il est également indispensable qu'elle veille à ne pas prolonger une fragmentation très préjudiciable à l'emploi, au développement économique et à l'efficacité collective : **le pôle économique de Roissy doit être impérativement fédéré dans une entité politique et administrative unique et cohérente. La loi d'affirmation des métropoles doit être amendée.**

Contacts presse :

CCIT Seine-et-Marne : Evelyne Dulac 01 74 60 51 05 evelyne.dulac@seineetmarne.cci.fr

CCID Seine-Saint-Denis : Isabelle Garcin 01 48 95 10 14 igarcin@cci-paris-idf.fr

CCID Val d'Oise : Martine Bousquet 01 30 75 35 05 mbousquet@cci-paris-idf.fr

* Le Grand Roissy Economique

Lancé à l'initiative des 3 Chambres de commerce et d'industrie (Paris Seine-St-Denis, Seine-et-Marne et Versailles Val-d'Oise / Yvelines) en décembre 2011, le Grand Roissy Economique rassemble plus de 20 entreprises et représentations [les MEDEF et CGPME territoriaux, la FTPE, le MEVO, le CJD, le GIE Paris Nord 2, les associations d'entreprises Roissy Entreprises, L'AEPF, Le Thillay Entreprises, AIGPF, l'association professionnelle du fret TLF OVERSEAS, les dirigeants commerciaux de France, le SCARA, ADP, Europa City, Europe Airpost, les chambres d'agriculture, les chambres de métiers et d'artisanat]. Son objectif est de mieux faire entendre la voix du monde économique dans son ensemble sur ce grand territoire et faire émerger une vraie cohésion sur les sujets les plus importants pour l'avenir. La démarche est ouverte à l'ensemble des organisations représentant les entreprises et aux entreprises du territoire.